

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO42

Jacques TINÉ

(24 mai 1914 - 19 avril 2008)

Ambassadeur de France

Entretien n° 5 du 11 juin 1991

Par

Christine Fournier, conservateur du patrimoine, et Elisabeth du Réau, professeur à l'Université du Maine et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Monsieur l'ambassadeur, nous allons aujourd'hui aborder votre mission au Portugal. Nous aimerions tout d'abord savoir dans quelles circonstances, vous avez été nommé ambassadeur et que vous nous contiez votre arrivée à Lisbonne.

Les circonstances. J'ai été nommé par Monsieur Debré, j'étais directeur d'Europe depuis deux ans quand le poste s'est ouvert. Je connaissais le Portugal, je ne tenais pas spécialement à rester à Paris, pour toute une série de raisons. Monsieur Debré m'avait proposé d'être Directeur politique adjoint, mais j'ai préféré saisir l'occasion qui m'était donnée de prendre un premier poste parce que j'estimais que j'avais fait beaucoup, contrairement à beaucoup de mes collègues, j'avais surtout des postes importants de numéro deux et le temps commençait à passer. Le temps me paraissait venu de prendre un poste indépendant. Donc, c'est au mois de juillet que j'ai été nommé.

En quelle année peut-être ?

En 1969, Monsieur Debré était Ministre depuis un an. Je pourrais peut-être vous dire un mot, plus tard, sur, oh ! Non, je peux tout de suite vous dire à cette occasion qu'une des préoccupations de Monsieur Debré avait été de rééquilibrer notre politique dans l'Europe du midi. Et il avait fait un voyage en Espagne, je l'avais accompagné et quand j'ai été nommé, selon l'usage, ma direction m'a préparé des instructions en vue de ma mission et elles sont venues de chez le Ministre avec des corrections, j'ai d'ailleurs le manuscrit, je vous le donnerai tout à l'heure, et il a lui-même ajouté à la fin des instructions qu'il comptait se rendre au Portugal au début de l'année, six mois plus tard. Ce dont il a été empêché parce qu'il a cessé d'être ministre pour devenir Ministre de la défense nationale. Si bien que, d'ailleurs, peu de temps après ma nomination et si bien que, quand j'ai été lui dire au revoir, j'ai été lui dire au revoir au Ministère de la défense nationale, voyez-vous. Et il n'est jamais venu au Portugal, encore que, il avait reformé le projet d'y venir comme défense nationale parfois il y a eu d'autres événements. Mais c'est pour vous dire qu'il y attachait. Voyez-vous, touchant sa mission, le voyage qu'il a fait en Espagne, je peux indiquer comme, nous sommes un peu en dehors du sujet peut-être mais le voyage était prévu, je ne sais plus très bien à quelle date, il y a eu à ce moment-là une de ces exécutions tardives du franquisme, les Espagnols, vous savez, fusillaient des gens 20 ans après la guerre civile, et parfois des gens qu'on avait retrouvés plus tard – enfin, je ne veux pas rentrer là-dedans – ça avait créé beaucoup d'émotion en France et il a été question de supprimer le voyage de Monsieur Debré et il y a eu des tiraillements dans les deux sens au sein du gouvernement et il a insisté pour y aller tout de même parce qu'il savait que s'il n'y allait pas à ce moment-là, il n'irait jamais. Autrement dit, il y avait une politique de Debré, une sorte de rééquilibrage vers l'Europe méridionale. Il avait été à Rome comme Ministre, il a été Ministre très peu de temps, mais il a été à Rome, il a été à Madrid et il prévoyait un voyage au Portugal. Donc, c'est dans ces circonstances que j'ai été nommé en juillet et je suis arrivé en septembre à Lisbonne. Alors, vous voulez savoir comment je suis arrivé à Lisbonne ?

Je voudrais que vous nous racontiez la remise de vos lettres de créance.

Les lettres de créance, c'est une cérémonie qui a perdu beaucoup de son caractère dans les pays d'une façon générale puisqu'autrefois c'était entouré de tout un cérémonial, un événement. Avec la multiplication des pays après le congrès de Vienne, combien y avait-il de grandes puissances, combien y avait-il d'ambassadeurs, cinq ou six, je crois. Aujourd'hui, combien y a-t-il de membres des Nations Unies ? Le résultat touchant les lettres de créance, c'est qu'aujourd'hui, je crois même à Paris et depuis déjà un certain temps, on ne fait plus de remise de lettres de créance autrement qu'en fournée collective. C'est très rare qu'un ambassadeur, je ne sais plus comment ça se passe, mais je sais très bien qu'il y a maintenant des séries. Cela a aussi été inventé par les Américains et maintenant c'est comme ça en France. Le Président de la République reçoit. On est loin du temps où on était, on ne circulait qu'à cheval, on allait chez le chef d'Etat en carrosse, c'était un événement. On pouvait imaginer que la foule soit dans la rue pour voir la tête du nouvel ambassadeur. Comment les choses se font à Londres encore aujourd'hui ? Je ne sais pas, je pense qu'il y a encore les carrosses et les uniformes. Ce qui était une règle stricte, sauf accident.

Là, nous sortons du sujet mais puisque vous vous intéressez aux lettres de créance, je vous raconte une anecdote quand Monsieur Corbin a été nommé ambassadeur à Londres, une indiscretion avait précédé sa nomination. C'est-à-dire que les Anglais avaient appris que Monsieur Corbin allait à Londres avant de recevoir la demande d'agrément. Ils n'ont rien dit mais quand Monsieur Corbin est arrivé à Londres, des marches, le protocole entre en scène et puis on prépare la remise des lettres de créance. Quelques jours avant, le roi d'Angleterre fait savoir qu'il a attrapé un rhumatisme à l'épaule, qu'il ne pourra donc pas passer son uniforme et que la cérémonie se fera en redingote, pas en jaquette. Il y avait des agents de l'ambassadeur qui n'avaient pas de redingote. En tout cas, on marquait, c'est pour vous dire que les formes étaient importantes, puisqu'une indiscretion qui était considérée comme une grossièreté internationale, ce qui est devenue aujourd'hui une chose assez courante parce qu'il y a toujours un secrétaire d'Etat au Conseil des ministres qui veut être informé, pour faire une petite finesse comme disent les Portugais, à un journaliste. Le caractère personnel de la lettre de créance se perd. Voilà ce qui se passait en Angleterre. Ayant dérogé à un usage, le roi dérogeait à une habitude et remarquez que Monsieur Corbin ensuite, s'est fait une situation tout à fait exceptionnelle à Londres mais le départ a été assez difficile. Aujourd'hui, tout ça a beaucoup changé.

Revenons à Lisbonne. Comment ça s'est nommé, j'ai dû le raconter parce qu'on faisait généralement une petite dépêche là-dessus, j'ai dû le raconter. Là c'était l'automobile, ce n'était pas le carrosse mais c'était les gardes républicains qui ressemblent aux nôtres, qui flanquaient les voitures. Un cortège traverse la ville, pas le centre de la ville parce qu'entre l'ambassade et le Palais. Comment s'appelle le palais du président près du Monastère dos Jerónimos ? Le Palais de Belém. Ce sont plutôt des faubourgs en quelque sorte. Alors, on arrive au petit trot, on entre dans le palais, une prise d'arme, tout ça ressemble assez à la cour de l'Elysée, finalement, et puis, je me trouve devant le Président de la République qui était le vieil amiral Américo (de Deus Rodrigues) Tomás qui paraissait très vieux mais qui l'était moins, enfin qui paraissait plus que son âge. Je lui ai fait un petit discours très bref parce que la coutume était qu'il n'y avait pas de vrais discours, du moins, au Portugal. Tout ça était une combinaison, on m'avait averti de ce qu'il fallait faire à l'avance, mais je disais tout de même quelques paroles, puis lui aussi a dit deux mots. Ensuite, présentation des membres de l'ambassade, présentation des membres de la maison du Président et puis on se retire dans une petite pièce avec l'amiral Président et le ministre des Affaires étrangères pour bavarder de banalités, enfin de choses

convenues pendant les quinze minutes réglementaires, puis on tourne la bande à l'envers et après on retourne chez soi, le chef de protocole vous raccompagne à l'ambassade et vous déclare que cela s'est admirablement passé, beaucoup mieux que tout ce qu'il n'avait jamais vu, etc., ce qu'il dit au suivant. Mais tout ça, c'est du passé.

Alors, puisque vous aviez eu l'occasion de séjourner au Portugal dans les conditions que vous avez évoquées, est-ce que cette vie de Lisbonne qui surgit après toutes ces années, est-ce que vous avez eu un sentiment de profonde modification ? A votre arrivée, quelles sont vos premières impressions en revenant dans ces lieux où vous avez séjourné ?

D'abord un très grand plaisir parce que c'est une ville que j'aimais beaucoup et c'est pour ça que j'avais accepté d'y être nommé. J'aimais beaucoup cette ville qui est une des plus belles villes d'Europe. Je ne l'ai pas trouvée fondamentalement changée, je dirais presque que j'ai vu plus de changements se produire quand j'y étais et j'y ai passé quatre ans. Mais dans les années qui ont suivi, j'y suis retourné assez souvent, pour trouver un nouveau régime, le régime d'après la Révolution d'avril 1974. C'est plutôt au cours de ces années-là que j'ai vu des changements. Vous savez, ce qui frappe toujours dans une ville, c'est la densité de la circulation, la circulation automobile. L'automobile, au fond, c'est un phénomène qui s'est développé de façon vertigineuse, au Portugal très tard, un peu quand j'étais là-bas. Finalement, quand je suis arrivé, bien sûr beaucoup de choses avaient changé, beaucoup d'années avaient passé mais la ville était encore propre, gaie. Le décor est très gai mais la population ne l'est pas, elle était restée à peu près la même. Et je crois qu'elle est quelque peu gâtée aujourd'hui parce que les Portugais n'ont jamais accepté de protéger leur environnement, ils sont très en retard à cet égard. Peut-être, si nous avons un moment, quand nous parlerons de la Fondation Gulbenkian, je vous dirai un mot, une parenthèse là-dessus, si vous y pensez ou si j'y pense, sur l'état de la ville de Lisbonne.

Avant d'évoquer vos impressions ou plus exactement vos premiers contacts et vos premières observations, pourriez-vous nous dire comment était composée l'ambassade ? Pourriez-vous nous évoquer un petit peu l'ensemble du personnel diplomatique, vos proches collaborateurs notamment ?

Oh ! Vous savez, c'était une petite ambassade. J'ai trouvé un conseiller qui était déjà partant et je savais qu'un collègue que je connaissais bien à qui j'avais offert le poste et qu'il avait accepté, arriverait dans les deux ou trois mois qui devaient suivre. Le conseiller s'appelait (Bertrand) Desmazières et il était là depuis un certain temps. Il était convenu qu'il partait, il est parti je crois pour le Sénégal. Il y avait donc un conseiller.

Qui l'a remplacé ?

Michel Combal, actuellement ambassadeur à Dublin, après l'avoir été à Pékin. Et, j'avais deux secrétaires, il y avait un traducteur qui faisait une revue de presse tous les jours. C'était un Portugais mais moi je n'ai jamais su s'il était Portugais ou Français, je crois qu'il avait la

double nationalité. Il était plus qu'un traducteur parce qu'il était, vous savez c'est une petite ville Lisbonne, tout le monde se connaît, et lui, il connaissait beaucoup de monde, c'était un peu un informateur, il connaissait très bien les milieux journalistiques, aujourd'hui, on dirait que c'est un attaché de presse, oui, c'est plus que ça. Vous savez, dans les postes autrefois, il y avait comme ça des (?)¹, les interprètes qui étaient des gens qui passaient 30 ou 40 ans et, finalement, en savaient plus que ne pouvait en apprendre un conseiller en trois ans de séjour. Je ne sais pas si elle ne se perd pas un peu cette espèce-là. Moi, j'en ai connu un comme ça au Danemark, il y avait un vieux monsieur qui avait été professeur et comme le danois est une langue incompréhensible, qu'aucun diplomate ne peut prétendre apprendre, et bien, il faut tout de même une sorte de conseiller occidental. Aujourd'hui, je doute que ça existe, d'abord parce que tout est beaucoup plus difficile dans l'attribution des postes, on ne peut pas avoir d'amateurs. C'est presque des postes d'amateurs, ce sont des gens qui sont rémunérés, je ne sais pas, par le fonds d'abonnement, c'était beaucoup plus souple comme système, ce qui permettait d'avoir des gens du pays en quelque sorte, qui étaient des serviteurs extrêmement fidèles de la France, dont toute la vie, c'était l'ambassade pendant trente ou quarante ans.

Il y avait des militaires qui étaient relativement nombreux. Quand j'étais directeur d'Europe, je m'étais ingénié à faire rendre le poste d'attaché de la Défense nationale à un marin parce qu'il était évident que c'était le marin qui pouvait rendre le plus grand service là-bas. Nos livraisons d'armes importantes étaient surtout destinées à la Marine. Il y a des partages des dépouilles à la Défense nationale pour l'attribution des différents postes à l'armée de Terre, à l'armée de l'Air, à la Marine, alors j'allais rendre le poste de défense nationale à la Marine. C'était un capitaine de vaisseau, il avait un adjoint et puis, il y avait un officier uniquement occupé à la question de la base de Florès dans les Açores.

Il y avait un appareil culturel assez fourni, un conseiller culturel, naturellement, et des attachés, des collaborateurs dont les uns pouvaient avoir le titre d'attaché culturel adjoint, il y avait un conseiller proprement dit et puis d'autres. Un personnel qui, de mon temps, s'est étoffé, s'est multiplié. Et il y avait le commercial qui employait beaucoup de monde et avait deux adjoints de carrière, puis pas mal de monde que j'ai toujours voulu faire revenir un peu dans l'ordre de l'ambassade dans les locaux. Je n'y suis jamais parvenu parce que les finances ne voulaient jamais être trop contrôlées, finance et économie... Sur le plan financier, conformément, il n'y avait pas d'attaché financier mais j'avais obtenu que l'attaché financier à Madrid, qui était théoriquement attaché financier à Lisbonne, vienne y passer une semaine par mois. Ce qui ne se faisait pas du tout avant. C'était quelqu'un que je connaissais, alors ça m'a facilité un peu les choses et ce nouvel attaché financier venait une semaine par mois.

Vous nous rappellerez son nom ?

Il s'appelait². Matonnet Voilà, c'est à peu près tout.

¹ Expression, mot, phrase inaudible ou incompréhensible, à consulter les enregistrements originaux numérisés.

² Orthographe à vérifier

Alors, pour en finir avec le cadre, votre cadre de vie et votre équipe, vous occupez je crois un palais tout à fait remarquable à Lisbonne, le Palais de Santos ?

Je suis content que vous parliez du Palais de Santos parce que, généralement, on l'appelle le Palais d'Abrantes, son vrai nom. Oui, c'est la plus belle ambassade méridionale, la plus jolie disons, parce qu'on hésite toujours, on tremble devant le Farnèse, qui est la beauté même, alors ne disons pas que c'est la plus belle, mais c'est la plus jolie et peut-être la mieux adaptée à une mission diplomatique, du moins à cette époque.

C'est un palais qui a des racines, si je puis dire, dans ses fondations très anciennes, puisque le roi Sébastien y a pris son petit-déjeuner avant de disparaître, vous connaissez, non, vous ne connaissez pas le roi Sébastien ? C'est essentiel au Portugal. Dom Sébastien était roi en 1580, à peu près, et habitait dans ce palais royal. Il en avait d'autres mais il habitait dans ce palais que battaient les flots. Aujourd'hui, le port a été construit, des terre-pleins ont été construits, et le rivage est à 100 ou 200 mètres. Mais à l'époque, les navires étaient au pied de l'ambassade. La flotte destinée à conduire le roi au Maroc pour y battre l'infidèle attendait le vent et Dom Sébastien attendait toujours le vent là. Il a passé plusieurs jours et on peut montrer, si on ne l'a pas déplacé, parce qu'à un moment elle a été déplacée mais je l'ai fait remettre à sa place, une table de pierre où la légende veut que Dom Sébastien a pris son dernier breakfast avant de partir dans le brouillard. Il est parti pour la bataille d'Alcácer Quibir³ où le roi et toute la noblesse portugaise combattante a disparu. Le départ s'est passé entre le brouillard et le vent, le brouillard se levait, le vent se levait et le roi est parti, on ne l'a jamais revu et les Portugais l'attendent toujours. C'est quelque chose de très profond dans le caractère portugais, c'est ce qu'on appelle le « sébastianisme », c'est la croyance au miracle du retour. C'est tout à fait profond, beaucoup de choses ont été écrites là-dessus, y compris un roman très amusant de Pierre Benoit qu'il le fait ressusciter, revenir. On pourrait faire un film très amusant.

Ce palais est ravissant, il a été d'abord loué par la IIIe République, puis acheté. Quand j'y étais, nous avons célébré le centenaire, je crois que c'était de l'acquisition mais, je ne me souviens plus, j'ai un trou de mémoire, je ne sais plus si c'est en 1970 le centenaire de l'acquisition ou le centenaire de l'installation. Nous avons commencé par être locataires et quand nous étions locataires, nous avions encore une loge dans l'église. Le palais est contigu à l'église et il y avait une loge qui permettait d'assister au saint office. Quand le palais a été vendu par le marquis d'Abrantès, une séparation s'est faite, il y a maintenant un mur. Au même moment une vieille gouvernante de la famille a enlevé les reliques qui étaient dans la chapelle, parce qu'il y a aussi une chapelle qui est connue de tous les gens qui s'intéressent à l'art et passent à Lisbonne, qui obtiennent l'autorisation de voir cette chapelle absolument minuscule qui est comme cette pièce, tout à fait ravissante. Comme cette pièce, j'exagère un peu, c'était quand même un peu plus grand que cette pièce, ça c'est la sacristie. Il y avait une vieille gouvernante qui n'a pas voulu que les reliques qui étaient présentes, tombent entre les mains d'infidèles et les a emportées, alors elles n'ont plus de valeur. Les reliques ont perdu toute valeur parce que quand les reliques sont déplacées, elles perdent toute leur valeur. C'est une histoire touchante parce qu'il y a les reliquaires, les reliques sont parties. Voilà sur le

³ La bataille des Trois Rois ou bataille de Oued al-Makhazin (4 août 1578) a été une bataille décisive ayant mis fin au projet d'invasion du Maroc du roi portugais Sébastien Ier. Elle eut lieu sur les rives du fleuve Oued al-Makhazin, affluent du Loukos arrosant Ksar El Kébir dans la province de Larache. Elle est aussi connue en tant que « bataille de l'Alcazar Kébir » et orthographiée de différentes façons : bataille d'Alcácer-Quibir (en portugais) et bataille d'Alcazarquivir (en langue castillane).

palais qui est très beau, mais j'espère surtout que vous le connaîtrez, il n'est pas changé, à part que la dernière fois que je suis allé à Lisbonne, ma déception était de constater les ravages du terrorisme qui a conduit à dresser une énorme grille de prison sous le porche d'entrée, ce qui gêne un peu le visiteur et n'est pas très heureux mais indispensable. C'est la seule modification à déplorer.

Nous allons donc passer à...

À des choses plus sérieuses !

Plus sérieuses. Votre mission a duré jusqu'en 1973.

C'est ça.

Mais, après votre départ il y a eu une révolution. Durant votre mission, quels signes avez-vous pu déceler dans le climat politique et social du pays qui pouvait annoncer cette révolution et le renversement du régime ?

Je préfère, je suis heureux que vous parliez de renversement du régime parce que la révolution, elle n'a pas eu lieu et je ne l'avais pas prévue. Ce n'est pas parce que je ne l'avais pas prévue qu'elle n'a pas eu lieu. Mais il y a eu un coup d'État militaire qui a donné lieu ensuite à une révolution. Je parle de la « Révolution des œillets » du 23 avril, la révolution date du moment où la foule se répand dans les rues. Mais, la réalité, c'est un coup d'État de capitaines militaires, pas comme chez d'autres de colonels, c'était des capitaines. Vous demandez si j'avais prévu le coup d'État des capitaines ? Non, je n'avais pas prévu. J'avais le sentiment, je ne sais pas si c'est comme ce que vous avez lu dans mon rapport. J'avais le sentiment d'un régime qui tenait un peu par peinture, d'une part et d'autre part, de ne pas vivre une situation proprement révolutionnaire. Je ne voyais pas, j'ai relu mon rapport, je n'ai pas d'effort. Quand on a parlé d'autres périodes, j'avais un effort de mémoire à faire mais là, mon rapport me montre dans quel état d'esprit j'étais, je ne voyais pas un mouvement populaire abattant le régime. Je voyais plutôt un régime qui avait fait la démonstration que comme tous les régimes autoritaires, il était incapable de se réformer, les régimes autoritaires ne se réforment pas, que ce régime n'avait en face de lui que des oppositions très faibles mais des soutiens qui n'étaient pas moins faibles. Autrement dit, c'était une situation extrêmement fragile et je ne savais pas comment tout ça tournerait. Je n'avais pas prévu, sauf dans les tous derniers moments, peut-être même après la rédaction de mon rapport. Vous avez que dans mon rapport, je parle, à diverses reprises je crois, je ne sais pas si j'emploie le mot "nassérien" pour ce mouvement, ce grand mécontentement des militaires, cette frustration des militaires d'Afrique. Je crois me rappeler que c'est au mois d'août, tout à fait au moment où je rédigeais mon rapport, qu'il y a eu, qui est parue une loi qui intégrait les officiers de réserve dans l'armée, et très souvent à des postes, à des grades supérieurs aux grades de l'armée d'actifs. C'était un moyen de maintenir dans l'armée des cadres pour continuer la guerre en Afrique. Et cela a créé un extraordinaire mécontentement chez les militaires de carrière qui faisaient le

sale travail depuis le début et en principe jusqu'à la fin, alors que les réservistes, que l'on appelait les miliciens, étaient un peu des éléments extérieurs. Ces capitaines qui avaient une vie de chien depuis des années et des années, qui avaient dix ans de séjour, des gens qui avaient des enfants adultes pratiquement qu'ils ne connaissaient pas, et qui voyaient cette réforme. Cela a créé un sentiment plus que d'agacement, de révolte qui a joué beaucoup dans la cristallisation de ces forces. Mais, je relisais mon rapport, je ne crois pas que je prévoyais qu'il y aurait... je voyais venir le mouvement de Spínola. J'ai eu tort, peut-être, de ne pas en parler parce que c'était une chose, au moment où je rédigeais ce rapport. Spínola commençait à s'agiter, il avait des ambitions qu'il a manifestées ensuite par un coup d'État, une tentative de coup d'État postérieure à la révolution qui a été un échec. D'autres généraux, le général (Kaulza de Oliveira) de Arriaga, le général (Francisco) da Costa Gomes le chef d'État-major, à ce moment-là, qui a appelé Salazar qui a fichu la république à bat en 1926. Enfin, ces généraux, visiblement, s'agitaient, et c'est plutôt de leur côté qu'on pouvait voir quelque chose, un danger pour le régime.

Il me semble bien dans votre rapport que c'est là que vous avez senti le malaise.

Oui.

Effectivement.

Je ne peux pas dire que j'avais prévu que ce serait des capitaines qui mettraient aussi facilement, en plus... Je crois qu'il y avait eu une répétition de ce coup qui était considéré avec la plus grande légèreté par les services de renseignement du régime qui n'ont pas compris que c'était une répétition et, le lendemain ou quelques temps après, le coup d'État a eu lieu.

Et ce que je crois que vous montrez assez bien et qui est intéressant c'est que si, finalement, ce coup d'État a pu avoir un tel impact et provoquer des bouleversements importants, c'est qu'il y avait en toile de fond quand même des modifications économiques et sociales, car vous dites, j'ai sous nos yeux une partie de votre rapport, vous évoquez tout de même l'éclosion d'une classe bourgeoise en disant, en évoquant ce l'enforcement dans une société dont les ressorts demeurent, à bien des égards, archaïques, mais dont les mœurs évoluent." Et alors, vous insistez, à plusieurs reprises, sur cette évolution des mœurs, en posant la question de savoir s'il y a d'ailleurs un lien avec l'importance de l'immigration et d'autre part, avec tout de même, les quelques réformes éducatives qui ont eu lieu. Est-ce que vous pouvez un petit peu développer ce point du rôle de l'immigration, parce que ça me paraît assez intéressant ?

Le rôle de l'immigration, oui. Le problème de l'immigration était peut-être un des principaux, peut-être le principal problème que j'ai eu à traiter parce que ça pesait fortement, enfin, c'était un des points auquel la France attachait le plus d'importance. Vous me disiez, comment était composé le personnel de l'ambassade, vous me demandiez, il y avait en plus, mais il ne faisait

pas partie du personnel de l'ambassade, un attaché d'immigration, en quelque sorte, un directeur de la représentation de l'Office national d'immigration, qui était un garçon fort bien, extrêmement compétent. Le but que recherchait la France, les Français, le gouvernement français, c'était de puiser dans le réservoir portugais. Cela répondait à un besoin, c'était la réclamation de nos industriels, et les gens en charge des questions d'émigration et de population avaient, je pense, assez de lucidité pour donner la préférence à ce recrutement, assimilable, pour employer un mot dont il ne faut pas faire l'usage, assimilable plutôt que l'émigration d'Afrique du Nord ou d'ailleurs. On finissait d'ailleurs par presque racler les fonds de tiroirs, parce que le grand réservoir était le nord du Portugal, une population paysanne, archaïsante avec des ressources en diminution constante, cultivant des terres stériles, très souvent des gens analphabètes, on en arrivait à ça, c'était un peu les fonds de tiroirs. Mais toute cette politique d'immigration se heurtait à la volonté portugaise. Je me rappelle de mes premières conversations avec Monsieur Caetano⁴ qui m'avait dit : « *Mais, c'est effrayant, je suis allé passer un week-end à la campagne chez des amis et il n'y avait personne pour aller ramasser des pommes de pins dans les pins pour pouvoir allumer le feu. Alors, vous comprenez, si on en est là, on ne peut plus allumer le feu, il n'y a plus personne, les campagnes sont désertées* ». Puis, il ajouta que les émigrants n'étaient pas les meilleurs éléments. En réalité, ce n'était souvent pas les meilleurs éléments parce que c'était des paysans mais il y avait aussi souvent les meilleurs éléments qui partaient pour des raisons politiques. Cette émigration massive était pour le Portugal un très grand problème, c'était un problème politique, d'abord, cela les humiliait beaucoup qu'une population s'enfuit, elle s'enfuyait, elle était entièrement clandestine cette immigration. Ensuite, ça les mettait devant le dilemme : est-ce économiquement payant ou pas ? Cela avait des inconvénients pour eux, pour le développement de leur activité économique mais ça payait fort par les transferts d'économie qui, avec le tourisme, était le moyen d'équilibrer la balance des comptes.

Nous étions alors dans une situation où l'émigration était clandestine avec toutes les horreurs que cela comportait. Il y avait des gens qui partaient en camion comme des bestiaux, les Portugais étaient humiliés de la chose, ça n'était pas sain pour nous, c'était pénible pour eux et a donc été un grand problème. Il y avait l'élément militaire, il y avait l'émigration tout à fait clandestine à deux degrés, c'était les jeunes garçons qui voulaient échapper au service militaire pour ne pas aller en Afrique. On a eu de longues conversations, je suis venu assez souvent à Paris, c'était Monsieur (Joseph) Fontanet qui était ministre du travail. Les esprits étaient très ouverts ici et, alors, une politique s'est développée à Paris de façon intelligente et ouverte qui a consisté à assaisonner toute cette politique consistant à puiser dans le réservoir portugais, d'assurance, à caractère social avec la convention sociale que nous avons signée, je crois l'avoir signée là-bas, ce qui a été le premier pas et a détendu l'affaire. Comme on fixait un plafond, c'était au fond la solution, cela revenait à dire aux Portugais : Laissez-nous donc développer, ne faites pas obstacle à notre politique de recrutement car nous nous engageons à la limiter sous un plafond de tant. J'ai oublié le chiffre mais on avait fixé un plafond. Et en contrepartie, la convention sociale en une deuxième phase, c'est là qu'il y a eu beaucoup à travailler, les Portugais se sont montrés assez insistants, en ce qui concerne l'enseignement de la langue portugaise.

⁴ Marcelo José das Neves Alves Caetano (né le 17 août 1906 à Lisbonne et mort le 26 octobre 1980 à Rio de Janeiro) est un homme d'État portugais et dernier président du Conseil de l'Estado Novo.

Ça allait avec les questions culturelles.

Voilà, est-ce que j'ai répondu à votre question ?

Oui, je crois que c'était tout à fait intéressant. Alors, vous dites que vous avez le sentiment, nous restons un peu dans des questions économiques et sociales, qu'il y avait quand même un peu l'amorce d'un décollage à l'époque et vous suggérez, et ça c'était assez intéressant, que dans le domaine économique, parce qu'on reviendra après à la politique extérieure, et bien la France poursuive dans la voie qu'elle a commencé, c'est-à-dire, favorise les échanges économiques et commerciaux avec le Portugal, donc on ne souhaitait pas politiquement encore, qu'il pût entrer dans le Marché commun mais enfin, il semble que vous ayez un peu œuvré en faveur d'un développement des échanges, dans le cadre de l'Europe, dans le cas d'une perspective plus vaste et européenne.

Oui. Voyez-vous les échanges, je parlerai moins des échanges que de la conquête des positions économiques et l'établissement de liens industriels. Les échanges se sont développés normalement, ils ont progressé dans les années dont nous parlons, on tenait, on était troisième ou quatrième exportateur vers le Portugal et les choses marchaient convenablement.

Vous avez connu les négociations tarifaires je crois à l'époque, enfin, il y avait un certain nombre d'accords ponctuels, sur un certain nombre de produits.

Oui, le jus de tomate.

C'est ça.

Mais, ce qui était, à mon sens, plus important et peut-être aussi plus intéressant dans la conduite des affaires, c'était de participer au grand programme d'une économie qui était en train de s'ouvrir, parce que Caetano l'a tenté, véritablement, avec l'équipe de ce que j'ai pu appeler les « chevaux légers », de jeunes libéraux, des technocrates très capables qui pourraient faire partie du gouvernement sérieux dans n'importe quel pays et dont plusieurs d'ailleurs ont eu des fonctions après la révolution. Caetano était d'accord pour briser le protectionnisme, ce qu'on appelait le *condicionamento*, le conditionnement c'est-à-dire une économie qui était encadrée, dirigée, qui était une économie de monopole. La bataille était entre les éléments que je viens de mentionner et les détenteurs de ce monopole. Le ciment n'appartenait qu'à un seul homme, le papier n'appartenait qu'à un autre, etc. Finalement, là aussi Caetano s'est cassé les dents, c'est-à-dire qu'il n'a pas fait, pas montré d'énergie suffisante pour briser les barrières. Et un beau jour, son ministre de l'Industrie, je me rappelle l'avoir rencontré dans le Parlement, c'était un jour où le Parlement avait des séances purement formelles. Je vais à l'ouverture du Parlement, je le trouve dans le couloir, il vient vers moi en me disant : « *Je ne suis plus ministre !* » Il a été mis à pied à la suite de l'insistance des gens du ciment. Mais, il y avait tout de même des conditions qui permettaient toute une série de modernisation, de création d'industrie, de développement de toute sorte qui ne pouvait pas se faire sans appel aux capacités et aux capitaux étrangers. Alors, c'est là qu'il était intéressant de

prendre des positions, je crois que peut-être, dans mon rapport, à un moment, j'en fais un inventaire, je ne sais plus où. Beaucoup de choses se sont ouvertes là. D'ailleurs, Monsieur Giscard d'Estaing qui était ministre de l'Économie à l'époque, est venu plusieurs fois là-bas (deux fois à titre privé, une fois en voyage officiel) et me disait qu'il voyait deux pays qui étaient susceptibles d'un développement où nos intérêts pourraient se développer dans la mesure où une évolution politique le permettrait : le Portugal et la Grèce. Je vous le cite car ce sont les sentiments de l'époque. Je crois, d'ailleurs, qu'après tous les intermédiaires qu'on a connus, aujourd'hui, les choses ont repris ce cours, après toutes les secousses des années qui nous séparent de cette époque-là. Mais, le Portugal, traînant beaucoup de handicaps du fait, précisément, d'une absence de main-d'œuvre qualifiée, très souvent.

Et alors, des groupes industriels commencent à s'intéresser tout de même d'après ce que vous écrivez ?

Ah oui ! L'automobile, Rhône-Poulenc, les chantiers navals, pas pour l'exploitation mais pour la construction de chantier. D'ailleurs, cela a été l'occasion pour moi de mesurer parfois la légèreté de certains de nos hommes d'affaire. Un jour, je reçois un homme très important dont j'ai oublié le nom qui était le président des Grands Travaux de Marseille et vient à Lisbonne. Je le reçois et il me dit qu'il y a une grande adjudication pour un grand travail qui était la construction d'une cale pour des pétroliers de 500.000 tonnes. Il me demandait d'intervenir, de faire quelque chose. Et je lui ai dit : *Oui, mais quand est l'adjudication ?* Il me dit : *C'est cet après-midi.* Voilà un peu comment on travaillait. Ce sont des démarches qu'il fallait faire six mois avant.

Vous évoquez l'idée d'une certaine rivalité avec l'Espagne ? Est-ce, qu'effectivement, vous avez eu ce sentiment, à cette époque et comment vous pouviez le marquer de façon plus précise encore ?

Avec l'Espagne, ça date en somme de 1580, mais ça date aussi de 1662. On peut broder à l'infini pour savoir si les Portugais sont ibériques ou pas. En tout cas, les Portugais et les Espagnols se tournent le dos politiquement, socialement, pas par les origines. La langue portugaise et la langue galicienne sont pratiquement identiques, ce n'est pas l'Himalaya qui les sépare mais, du temps que j'étais là-bas, je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui, il y avait encore un mouvement politique pour la récupération de je ne sais quel patelin, qui était indûment occupé par les Espagnols depuis je ne sais quand. Les frontières ne passaient pas là où le traité les faisait passer. Il y avait une revendication territoriale.

Et une jalousie, évidemment, un mépris espagnol pour un pays qui était une province qui s'était détachée depuis 1662. C'est le retour, le départ des Espagnols qui avaient envahi le Portugal en 1580, je crois. J'ouvre une parenthèse parce que je ne sais pas si la chose est connue, je ne sais pas si on lit encore (Hermann von) Keyserling qui raconte, si ce n'est pas lui, c'est une chose qu'il avait puisée je ne sais pas dans quel ouvrage... qu'en 1580 le duc d'Albe envahissant l'Espagne, arrive dans un village devant un pont et au pont, il y avait un factionnaire portugais en arme qui s'avance vers la troupe et qui dit : *Vous pouvez passer, vous pouvez passer, je ne vous ferais pas de mal.* Il le cite. En tout cas, le Portugal est envahi, il

reste sous la coupe espagnole, ensuite s'en débarrasse mais n'a jamais oublié. Les régimes avaient connu des liens du fait de la guerre civile espagnole, ils étaient dans le même camp mais sans ça, les deux pays se jalourent. Il y avait des querelles de partage des eaux, etc. Opposition, on pourrait broder à l'infini sur l'opposition des caractères, l'opposition des orientations, le pays continental et européen que l'Espagne n'est pas, le Portugal qui a toujours été tourné vers l'Atlantique.

Ils avaient tout de même le sentiment d'un destin commun, ou c'est trop ?

Non. Voyez-vous, même si vous parlez de destin, si vous parlez de l'avenir, l'entrée dans l'Europe, etc., il y avait une rivalité, chacun craignant que la candidature de l'autre nuise à la sienne propre parce que ça faisait deux entrées dans le marché commun, ce qui était plus difficile à absorber. Ils disaient : *Si nous entrons les premiers, ensuite nous verrons, nous retarderons l'entrée du second.* Il y avait là aussi...

Donc, la candidature simultanée n'était pas inscrite dans les faits à ce moment-là ?

Non, à aucun moment quand j'y étais, je n'ai pas eu l'impression qu'ils se sont dits : *Nous allons nous tenir la main avec les Espagnols pour mener une offensive commune pour entrer dans le Marché commun.* Non, chacun jouait sa carte.

Alors, vous parlez aussi de politique extérieure en fait, nous avons commencé à l'aborder et c'est intéressant, vous avez noté, particulièrement, vous insistez à plusieurs reprises sur le modèle français, en disant au fond, vous avez été frappé pendant la période de votre séjour, par le fait que le Portugal, et c'est spontanément, parlait de modèle français, qu'il s'agisse de modèle culturel voire de modèle économique. Est-ce qu'effectivement vous pourriez développer un petit peu cela ?

Modèle culturel, ce n'est pas la peine de s'étendre, c'était évident, tout cela date du XIXème siècle, vous connaissez la domination anglaise, la domination économique et politique anglaise. Le fait qu'au XIXe siècle, les Portugais, la société intellectuelle et les classes dirigeantes, si on peut dire, se sont tournées vers la France, vers la culture française, moi, j'ai entendu. Est-ce que j'emploie dans mon rapport les termes de "colonie culturelle" ? Non, parce que je l'ai entendu à plusieurs reprises, d'une colonie culturelle de la France. C'était dit parfois sans...

Oui, était-ce péjoratif ?

Non, pas vraiment. Non, ce n'est pas péjoratif et notre influence, dans ce domaine-là, est évidente. La place tenue par le français, je crois dire quelque part que c'est le seul pays vraiment étranger qui, comme pays vraiment étranger, était le pays le plus francophone. On peut faire des comparaisons avec la Roumanie, la Belgique, c'est un pays qui n'est pas

étranger quand il s'agit de la⁵, c'est un pays étranger mais qui est lui-même francophone. Mais le Portugal est un pays non francophone où le français était le plus parlé.

Peut-on estimer, justement, que là c'est un des fruits de la politique culturelle du quai d'Orsay ?

Non. Que ce non ne soit pas mal interprété, le quai d'Orsay a tout fait pour la maintenir, et la développer. Mais c'est une chose très ancienne. D'abord, il y a un élément qu'il faut connaître, c'est la très grande plasticité du Portugais, sa capacité d'assimilation, on pourrait élaborer longtemps, là-dessus. Le Portugais à l'étranger s'assimile très vite mais il redevient Portugais dès qu'il rentre chez lui. Les Portugais sont extrêmement doués pour les langues et toutes les classes dirigeantes portugaises ont été polyglottes à travers l'histoire. Dès le XVI^e siècle, ce n'est pas toujours le français mais ils étaient toujours polyglottes, le seul défaut c'est qu'ils sont souvent tellement convaincus qu'ils parlent une langue étrangère de façon *fluente* comme on dit en anglais, qu'ils ne font pas attention et finissent par parler d'abondance, et parfois à mélanger leur langue et la nôtre. Mais, ils sont très doués pour les langues et le français, comme langue, a une place très ancienne. Le Quai d'Orsay, les ambassadeurs successifs se battent pour développer et, je dirais aujourd'hui, surtout maintenir du fait de l'énorme concurrence de l'anglais, et que le français ne soit plus la première langue obligatoire. Il l'était encore quand j'ai écrit ce rapport, il ne l'est plus maintenant. Le maintien du français, il n'a pas connu du tout cette dégradation que nous offre l'Espagne où le français est en voie de disparition. Au Portugal, il se maintient mais il faut y mettre du sien. Votre question était plus vaste, non ?

Oui, c'était peut-être un petit peu plus vaste que simplement la langue.

Que la langue. Le modèle français, vous parliez...

Oui, c'est ça. Est-ce que vous avez senti, par exemple, un intérêt, justement alors, de ces milieux ouverts vers l'idée de réforme et de progrès pour ce qui se faisait à la même époque dans l'Europe ? Dans une France quand même qui n'était pas, disons, sous influence de la gauche à l'époque ? Donc, est-ce que le modèle, disons, du gaullisme, ou même de ces avatars plus libéraux intéressaient les Portugais ?

Oui. Les Portugais, d'abord, du fait que tous les responsables, enfin presque tous les responsables, avaient eu une très bonne connaissance du français, donc lisaient surtout les ouvrages français, il y avait une exception quand j'étais là-bas. Le ministre de l'Éducation qui est entré en fonction peu de temps après mon arrivée, que j'ai surtout connu, était un scientifique de formation anglaise. C'était avec lui, malheureusement, qu'il fallait discuter du maintien des..., mais il était très ouvert, tout de même, il prenait sur lui de se tourner vers nous. Et, tous ces jeunes libéraux, technocrates, j'ai cité le nom de l'un d'entre eux tout à l'heure, sur lesquels s'est appuyé Caetano, je parle jusqu'au bout parce que tout régit

⁵ Mot inaudible.

autoritaire est nécessairement velléitaire, tous ces gens connaissaient le système économique français en voie de création et de développement, l'administratif et tous les aspects sociaux de notre société. Je vous citerai un exemple. Moi je n'ai connu Monsieur Delors pratiquement que quand il était au cabinet de Chaban, j'étais venu plaider différents points chez lui, touchant l'émigration. Les Portugais ont eu besoin de conseils, je ne sais quel chapitre social, ils l'ont sollicité comme expert. J'avais un ami qui avait été (nous avons été en poste ensemble) garçon du Conseil d'État et est maintenant président de la SNCF. C'était Fournier, il était au plan. Ils ont voulu travailler la question du plan, ils ont fait appel à un expert français. Ne me dites pas qu'ils ont fait appel à un expert français, à un Belge, et aussi à un anglais, non ! C'est un expert français seul qui est venu. Ils étaient très tournés, même sur le plan politique et constitutionnel. Il y a eu, je vous ai dit à propos de Salazar que c'était un pays de juristes, les Portugais. Ils ne sont pas philosophes, vous ne trouverez jamais de philosophe portugais, pas beaucoup d'historien ou alors les historiens sont des archivistes surtout, mais il n'y a pas de philosophe, très peu, et pas de philosophie de l'histoire pour les archives et pour la conservation du passé. Encouragés par l'extraordinaire nostalgie qu'ils ont de leur passé, là ils sont très capables. L'équipe de Caetano était une équipe souvent de juristes. Caetano était un professeur de droit, Salazar était un professeur de droit. Caetano a débarqué peu de temps après mon arrivée, je m'en suis félicité, un ancien diplomate de carrière qui est ministre des Affaires étrangères, il l'a remplacé par un de ses poulains qui était un de ses très bons étudiants de droit. Il avait auprès de lui un autre professeur de droit qui avait en commun avec lui d'être à moitié de Goa parce que Caetano avait un peu de sang indien et était un professeur de droit public. Ces gens-là phosphoraient, comme on dit, sur la Constitution française. Ils phosphoraient que la Constitution française car il y a eu à un moment, un problème constitutionnel mais Caetano, j'en ai eu l'écho par ces professeurs de droit, avait mis à l'étude une réforme qui aurait changé le centre de gravité du pouvoir, l'aurait amené à la présidence et, dans ce cas-là, Caetano devenait président. Finalement, qu'est-ce qu'il s'est fait aujourd'hui, dans le Portugal actuel, le Président a des pouvoirs qui s'inspirent beaucoup du président de la République française. En conséquence, le vieux système avec un militaire mannequin à la présidence puis Salazar, Caetano, était en voie d'être modifié pour être calqué sur le modèle français.

Merci beaucoup, voulez-vous ajouter quelque chose concernant ces problèmes d'ensemble avant que nous abordions un peu plus tard les questions concernant l'Afrique ? Y a-t-il d'autres problèmes que nous n'ayons pas abordés avec vous ou voulez-vous nous parler de problèmes plus vastes ?

Attendez. J'ai pris là, quelques notes, j'aurais peut-être pu vous dire, mais ça ressort de ce rapport sur l'intensification de nos rapports qui a eu lieu dans ces années-là, qui s'est manifestée par le fait que les visites ministérielles sont assez illustratives. Il n'y avait eu qu'une visite de Couve en 1961 et de Messmer en 1965. Du temps où j'étais là-bas, j'ai eu successivement le ministre de l'Industrie, le ministre des Sports, le ministre des Affaires étrangères le premier venu depuis la guerre : Maurice Schuman. Giscard d'Estaing est venu à plusieurs reprises et d'autres encore. Cependant, qu'à Paris, allaient le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Économie, le ministre de la Défense qui a d'ailleurs été reçu de façon très discrète. Je ne sais plus s'il était fait mention dans la presse mais à peine, le ministre de l'Industrie et d'autres encore, puis le nombre d'accords qu'on a signés : main-d'œuvre, convention fiscale qui était très importante pour le développement de notre coopération,

convention de coopération culturelle, la création d'un Comité de coopération industrielle, puis tous les accords techniques, etc. Et puis le fait que Caetano ait rencontré le Président de la République française ce qui était tout de même pour lui, très important, aux Açores. Vous savez, l'entrevue, ma rencontre avec Nixon, ni Pompidou, ni Nixon n'était très chaud pour que Caetano vienne mais c'était chez lui, tout de même. Donc il était là aux Açores et il y a eu un entretien Pompidou-Caetano dont je n'ai rien su, sinon par Michel Jobert que Pompidou l'avait trouvé intelligent, ce qui est d'ailleurs très fâcheux, je trouve parce qu'une politique, cela se fait avec des exécutants, alors quand on ne dit rien aux exécutants. Enfin, Monsieur Pompidou n'aimait pas toujours les diplomates.

Alors, nous allons parler de l'Afrique ?

Oui.

Par exemple, il y a eu un moment, je ne veux pas être trop long mais je vais essayer de fixer les choses. Nous avions une politique d'embargo sélectif, si vous voulez. D'abord, il n'y avait rien, il y avait toute liberté, ensuite l'embargo sélectif. La distinction étant arme légère capable de servir dans la répression de la rébellion, on n'en veut pas. Pas de mitrailleuse, pas de munition etc. sauf pour les matériels déjà livrés, ce qui permettait beaucoup d'échappatoires. De même, pas de question, pas de restriction pour tout ce qui était gros équipement, marine, arme défensive, sous-marins, aviseurs-escorteurs, etc. Là, il n'y a jamais eu vraiment de problèmes. Il y en a eu pour les hélicoptères et il y a eu des problèmes pour les armements légers. Et quand le Ministre des affaires étrangères est venu à Paris, et a été reçu par Monsieur Pompidou, et j'étais présent, Monsieur Pompidou lui a fait, je ne sais plus au fond, non Pompidou n'a pas dû faire ça spontanément, c'est Patricio (?) qui a dû lui tendre la perche pour recevoir des assurances que nos livraisons d'armes ne subiraient pas de nouvelles restrictions. Et Pompidou s'était montré, c'est une attitude dont il avait été délibéré avant, il s'était montré très réservé, il avait laissé entendre que nous étions toujours maître d'apprécier chaque livraison, que nous perdions (?) et ça avait été dit en termes tels que Patricio avait bondit et avait dit "Alors, la politique de la France est changée !" Et Monsieur Pompidou était revenu "Non, non, notre politique n'est pas changée mais je veux que vous la connaissiez bien, voyez-vous", nous étions toujours là un peu sur la lame du rasoir puisque les Portugais en voulaient toujours plus que nous nous étions disposés à donner pour des raisons de caractère, enfin vis-à-vis des Africains, vis-à-vis du monde extérieur, etc. Alors, il y avait un autre point qui nous poussait à être plus libéraux, c'est que les Portugais nous ont faits chanter un peu avec la base de Florès. On ne l'a pas dit, on a fait comme si c'était, moi je faisais comme si je ne comprenais pas mais, finalement, ils nous faisaient bien comprendre que les facilités que nous avions à Florès, qui étaient très importantes pour nous, c'était pour toute la mise au point. Quand on essaie des missiles, il faut savoir où ils tombent, il faut connaître leur précision. Pour ça, il faut un triangle de tir. Alors, le triangle de tir, c'était la base de Biscarosse (?), d'où paraient les fusées et puis une base de mesure à Florès, nous avions ce qu'on appelait une antenne – ça faisait mieux que base est un mot mauvais -, alors, nous avions une piste d'avions, etc. et puis nous avions des instruments qui nous permettaient d'être le deuxième côté du triangle, le troisième côté du triangle étant un gros bateau, un ancien pétrolier qui s'appelait Henry Poincaré et qui était au large et ça nous faisait la triangulation et on savait où tombaient nos missiles. C'était très important pour le développement de nos armements. Les Portugais le savaient naturellement et alors, l'accord est venu en

renouvellement et là, il fallait donner des assurances que l'on n'a jamais données par écrit mais il fallait montrer que nos livraisons d'armes n'ailleraient tomber à la trappe. Voilà, qu'est-ce qui nous a amenés à ça ? C'est une question sur les armements ?

Oui, c'est ça. Nous cherchions à voir quels étaient les domaines auxquels vous vouliez éventuellement ajouter quelques informations. Nous voulions évoquer la Fondation (?).

Et puis alors, attendez, encore sur les livraisons d'armement. Alors là, c'est une affaire un peu ponctuelle. Vous savez, dans toute l'Afrique, comptez énormément beaucoup plus que sa surface l'indique, la Guinée, l'affaire de la Guinée, ça, ça a été une sorte de point, c'est un peu la clé, c'est un peu la clé, c'était tout à fait mineur mais les Portugais auraient dû partir, ça leur coûtait plus cher que tout le reste. Ils ne voulaient pas partir parce qu'ils se disaient "Si on part de là, hop !", alors toute la doctrine s'effondre. Ça, ça a été une chose et une erreur capitale de leur part. Alors, la Guinée, ça voulait dire le voisinage avec le Sénégal. Le Sénégal, ça voulait dire nos amitiés africaines. Un beau jour, je vois arriver chez moi, l'ingénieur, général peut-être, de l'étoile qui était le directeur de la DAI, ici, la direction des Armements, et il venait proposer des mirages aux Portugais. Moi, je lui ai dit d'y aller très doucement parce qu'il avait obtenu, selon la procédure, une procédure en cours interministérielle, un mandat d'exploration et puis ensuite il y avait un mandat de vente, ça c'était simplement un mandat d'exploration. Je lui ai dit "Faites attention, le mandat de vente, si les Portugais veulent des mirages, moi je sais que c'est pour la Guinée. Parce qu'ailleurs, ils ne s'en servent pas. Et si c'est la Guinée, c'est contraire à nos intérêts et moi, je le ferai valoir à Paris. Alors, soyez très prudent, ce n'est pas la peine de s'avancer trop." Il a naturellement fait qu'à sa tête, il est allé insister auprès des, il ne s'est pas présenté en explorateur mais en vendeur, je l'ai su par les Portugais qui considéraient que ça y est, ils avaient leurs mirages. Et l'affaire était si fâcheusement engagée que j'ai dû me concerter avec mon collègue de Dakar pour que nous fassions des démarches à Paris pour que nous mettions comme conditions de nos livraisons que les mirages ne seraient pas stationnés en Guinée, parce qu'en Guinée, c'était immédiatement une cause de conflit avec Senghor (?). Et alors, nous avons stoppé cette affaire. Mais, c'est pour vous dire que là c'est un cas où j'ai constaté que les marchands d'armes, qui font leur métier, qui vendent des armes, et bien, très souvent, ils ne tiennent pas compte des, ils n'en font un peu qu'à leur tête. Le renseignement c'est la visite de Monsieur de Marenches⁶ qui était à la tête du SDECE et alors, il y avait un officier qui venait de temps en temps à Lisbonne...

A quelle époque était-ce, vous vous en souvenez ?

70, 71, 72 et alors, il venait régulièrement, il avait des contacts avec les homologues portugais qui lui racontaient des histoires sans intérêt, du moins ce qu'il m'en racontait après n'avait pas beaucoup d'intérêt et ce que nous fournissions en échange – je n'ai jamais su ce qu'on leur disait aux Portugais – et les Portugais, c'était le renseignement, mais c'était la (?) des GS, c'est-à-dire à la fois la police, la sûreté, le contre-espionnage, le renseignement et très tournés vers l'Afrique. Ça a duré comme ça, ça a duré un an, deux ans, je n'avais jamais beaucoup de considération pour les papiers d'(?), je voyais ça se faire, c'était très bien. Et puis, alors, il a

⁶ Le comte Alexandre de Marenches, né le 7 juin 1921 à Paris (XVI) et mort le 2 juin 1995 à Monaco, est un officier français, directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) de 1970 à 1981.

fallu un jour, cet officier vient me dire "Le grand patron va venir en visite faire une visite à ses homologues." Alors, j'ai vu arriver Monsieur de Marenches, que je ne connaissais pas, enfin, que j'avais aperçu dans le sillage du Maréchal Juin, et alors il est venu me raconter des histoires, enfin, enfantines, parce qu'il se proposait d'expliquer aux Portugais comment on découvrait la lune. C'est-à-dire, comment il fallait faire la guerre en Angola et au Mozambique ! Et c'était proprement enfantin.

Vous l'avez trouvé très naïf ?

Moi, je l'ai trouvé extrêmement court et naïf, j'étais vraiment abasourdi. Et puis alors, le soir je l'ai reçu à dîner, et alors là, j'ai trouvé, ils étaient deux ou trois Portugais, murés derrière leurs lunettes noires et leur silence pendant que Marenches leur racontait tous les coups de la DGSE, comment on avait conservé dans un frigidaire avant d'avoir prononcé son décès. Enfin, des histoires ridicules qui n'ajoutaient rien à notre gloire et j'ai eu une impression navrante, fin de citation.

Donc, la publication de son livre ne vous a pas surprise ?

Non, puisque je ne l'ai pas lu.

Donc, c'était un homme qui parlait.

Oui.

Et bien peut-être, une toute petite pause maintenant avant de passer à l'étude des problèmes africains.

Gulbenkian ?

Oui quelques mots sur Gulbenkian, si vous voulez.

Attendez, regardons nos montres.

Gulbenkian. Je vous avais dit que je connaissais Gulbenkian qui était installé à Paris, qui aimait beaucoup la France, qui avait ses collections hors de France pendant la guerre, en bonne partie par coïncidence d'ailleurs parce qu'il y avait des choses qui se promenaient. Il avait fait une grande exposition de ses affaires à Londres, alors presque toutes les choses très importantes étaient hors de France. Et puis, il était à Lisbonne pendant la guerre. Au retour du gouvernement en France, il n'a pas trouvé qu'on le traitait avec suffisamment de... il s'attendait à certaines considérations. Il ne les a pas trouvées, il était vexé, avec ce qu'il

appelait *les nouveaux messieurs* et, puis, il vieillissait, il était très heureux au Portugal, il avait un avocat et cet avocat qui était très habile l'a convaincu de mettre toute sa fortune au Portugal et de faire une fondation. Il était très disposé à une fondation parce que quand on a autant d'argent, tout n'est pas pour les héritiers. En plus, il n'avait pas de considération pour son fils, il en avait pour son gendre, pas pour son fils. Alors, il a fait cette énorme fondation et quand je suis parti pour le Portugal, on en inaugurerait les nouveaux bâtiments parce qu'elle avait fonctionné dans des bâtiments anciens et provisoires. On avait construit quelque chose de très magnifique. Je me suis efforcé de m'assurer que Monsieur Michelet, ministre de la Culture, viendrait. Et à trois ou quatre reprises, cet excellent Monsieur Michelet qui était déchiré, il disait : "Alors je viens, je viens." Et puis il me faisait rappeler et il disait : "Non, je ne viens plus, je ne viens plus." Il a changé d'avis parce qu'il était déchiré entre le fait que j'insistais beaucoup pour qu'il vienne parce que c'était important localement. Et les conservateurs qui n'avaient pas vidé leurs querelles avec Gulbenkian, qui ne voulaient pas que le ministre de la Culture aille donner ce qui était considéré comme un pardon définitif à Gulbenkian. Ils ne voulaient pas ça. Alors, cette inauguration a eu lieu en beaucoup de phases, grande pompe. Il y a des gens qui sont venus de tous les pays ; les Anglais sont venus d'un échelon très important. Nous, on nous a envoyé Monsieur Baumel qui est arrivé en me disant : "Je vous charge de dire à la Fondation Gulbenkian que ma présence ici ne signifie pas le grand pardon, et soyez très dur." Et j'ai dit : "Vous, vous pourriez peut-être le dire aussi !" Je n'ai pas insisté parce que je préférais qu'il ne le dise pas et je préférais ne pas le dire non plus. Alors, il s'est montré tout à fait courtois, gentil et toutes ces rodomontades dont il m'avait chargé, n'ont pas vu le jour. Nos rapports avec la fondation, je le dis trop pour le répéter, étaient importants au point que j'estimais qu'un institut français...⁷ Mais c'était au fond la solution pour nous. Cela nous a fait faire des économies considérables. Je ne vais pas revenir sur ce qui est dit dans le rapport, à part que je dirais pour revenir à ces collections qui sont là-bas plutôt que d'être ici, que je trouve que le mobilier de Marie-Antoinette à Fontainebleau, s'il était en France, très bien, mais au Portugal, il est vu par des milliers de gens qui défilent là-bas, ils faisaient une sorte de pavillon français. Enfin, le musée Gulbenkian, c'est une sorte de pavillon, de pavillon d'art français à l'étranger. Voilà ! J'étais trop long là-dessus.

Où est-il situé ?

En pleine ville.

En pleine ville. Dans un rapport, Monsieur l'ambassadeur, daté du 28 juin 1973, vous rendez compte d'une mission portugaise et, au retour de ce voyage, vous indiquez notamment l'optimisme qui paraît peut-être un peu excessif de la part des personnalités que vous avez rencontrées. Pouvez-vous nous commenter un petit peu cette remarque ?

Oui. D'abord, je suis heureux d'apprendre la date de ce voyage que j'avais oubliée, je constate qu'elle est relativement tardive dans ma mission. J'avais été autorisé par Monsieur Debré à me rendre très rapidement dans le territoire mais à titre personnel disait-il. La difficulté que j'ai rencontrée, est que les Portugais avaient une politique d'invitation, ils voulaient faire défiler le

⁷ Phrase inachevée.

plus grand nombre d'ambassadeurs possible d'abord, comme ils disaient, pour que vous connaissiez la vérité et, en plus, ça faisait bien dans le tableau, aussi bien sur place qu'à Lisbonne. Donc, voyage officiel, réception officielle. C'est de ça que nous ne voulions pas pour des raisons que je n'ai pas développées.

Ce n'était pas cautionné ?

Il fallait y aller, je dirais les mains dans les poches, ce qui n'était pas commode. C'était une façon de tourner les invitations portugaises. Finalement, c'est ce qui a donné lieu à ces retards et j'y suis allé en payant mon billet d'avion, ça a été la seule différence. Si j'avais été leur invité mais, premièrement, j'ai payé mon billet d'avion, deuxièmement, je me suis dispensé de toute déclaration, ce qui aurait été plus, enfin des choses tout à fait banales. Alors, ce qui aurait été peut-être plus difficile si j'avais été l'invité, vous comprenez, peut-être qu'il y aurait eu des réceptions et des discours que j'ai pu éviter. Mais une fois sur place, j'étais naturellement entre les mains, très amicales, des autorités portugaises parce qu'il fallait voyager. On ne voyageait pratiquement qu'en avion, alors j'avais une sorte d'officier d'ordonnance, non officier de liaison, qui était là, c'était toujours des gens très agréables, très bien, mais évidemment, je ne pouvais rencontrer que des gens optimistes. Je ne vois pas... attendez je cherche parce qu'il y avait tout de même quelques Français là-bas, surtout dans le pétrole. Nous avions des consuls généraux et quelques Français qui étaient là, sur le tas. C'était déjà différent du son de cloche officiel mais dire que j'ai rencontré des Portugais, j'en ai rencontré sûrement quelques-uns qui m'ont parlé avec plus de franchise ou de réticence de la politique, enfin de la situation politique mais c'était peu de chose. Dans l'ensemble, j'avais des contacts avec les officiels, donc c'était surtout par l'œil plus que par l'oreille que je pouvais apprendre.

Oui, vous disiez, notamment, enfin vous aviez le sentiment qu'il y avait certes quelques réformes en cours mais que, finalement, il y avait une certaine contradiction dans la politique portugaise car certaines réformes intervenaient, notamment vous évoquiez tout de même un certain effort éducatif. Mais que proposait-on à ces jeunes élites africaines ? Vous notez, en particulier, qu'il y avait très peu d'Africains, véritablement, dans les cadres administratifs, vous l'avez noté. Or, nous sommes tout de même en 1973 et on a un petit peu le sentiment qu'au fond le Portugal souhaite conduire son évolution sans du tout tenir compte des expériences enregistrées notamment par la France. Qu'en pensez-vous ?

Oui, certainement. Entre le discours de la construction d'une société multiraciale, les discours développés à l'ombre, la grande ombre du Brésil, la réussite brésilienne, et la réalité, il y avait un pas. On voyait par exemple, ce qui m'avait frappé, la cohabitation, enfin, la mixité était totale dans les écoles mais jusqu'à un certain âge, disons. À l'âge de la puberté, séparation, séparation des races. Il y avait très peu de métissage, il faut quand même le rappeler, dans un territoire comme dans l'autre, et quant aux responsabilités qui étaient confiées aux Angolais et aux Mozambicains, ça s'arrêtait à l'infirmier dans les hôpitaux, et l'infirmier qui n'est pas d'un niveau comparable aux infirmiers parisiens. Je ne me rappelle pas d'avoir vu même ce qu'un parlementaire noir français appliquant le terme à lui-même traitait de nègre réclame. "Je suis votre nègre réclame" disaient des noirs français. Je me rappelle en avoir rencontré qu'une

petite poignée. Peut-être le clergé ? Dans le clergé, il y avait des noirs mais sans cela... non deux exceptions. La grande exception, c'était l'armée mais là aussi ça s'arrêtait parce qu'au Mozambique, le général de Arriaga qui était un homme de droite, d'extrême droite très énergique, pas du tout brutal, très intelligent d'ailleurs mais qui était tout à fait, au fond, lucide sur la situation, qui voyait une sortie lui aussi dans le Brésil, et lui la mixité, il la faisait dans l'armée. D'abord, parce qu'il savait qu'il n'obtiendrait pas plus de troupes et qu'il n'obtiendrait plus de blancs, il cherchait donc des noirs. J'avais été frappé quand j'avais été le voir à son État-major qu'il était entre les mains de noirs, les sentinelles à l'entrée, dans les couloirs... sa sécurité était assurée par des noirs. Et je crois qu'il avait forcé de ce côté-là, un peu, c'était peut-être le jour de ma visite un peu plus, mais je ne crois pas. Sa sécurité était assurée par les noirs et il avait fait une grande place aux noirs en prenant une sorte de pari. À cette exception-là et à celle du clergé, on ne voyait pas de mixité, ça restait à un échelon. D'autres part, il y avait le petit blanc, le petit blanc existait, il y en avait beaucoup, il n'y avait pas que de gros capitalistes, il y avait tout de même beaucoup de petits blancs, tout n'était pas fait par les chauffeurs. Les chauffeurs de taxi par exemple, on aurait pu penser qu'ils étaient noirs, ce n'est pas vraiment difficile, monopole blanc.

Vous venez d'évoquer le rôle de l'église, est-ce qu'on peut considérer que c'est un peu une force de progrès ou du moins, je pense, qu'il y avait bien sûr, une église conservatrice mais avez-vous eu le sentiment, des conversations avec des hommes d'église qui auraient été eux favorables à certains progrès ?

Oh ! Plus que ça. Au Mozambique, il y avait eu des frictions très sérieuses entre le pouvoir, l'église et des missionnaires qui n'étaient pas toujours portugais d'ailleurs. Mes souvenirs sont évidemment bien gommés, mais je crois me rappeler que des conflits avaient eu lieu de deux ordres. D'abord, il y avait de temps en temps ce qu'on appellera des bavures militaires où, durant les campagnes de lutte contre la rébellion, des villages étaient brûlés. Des missionnaires ont témoigné, il y a eu des histoires de ce genre. Par exemple, au Mozambique dans les zones de combat, il y avait des regroupements, ce qu'on a appelé des regroupements pour des raisons de sécurité. On déplaçait les gens, on les mettait dans de nouveaux villages qui étaient en réalité des sortes de camp et, puis pour des raisons de pure sécurité militaire, il y avait des sortes de déplacement de population. Sur ce point-là, je crois qu'il y a eu des heurts presque publics avec certains missionnaires, des missionnaires qui ont dénoncé des affaires dont ils avaient été les témoins. Là, ma précision, ma mémoire me fait défaut.

Oui mais c'est intéressant ce souvenir.

Il y a eu des choses avec des procès, des exclusions, des rappels, le gouvernement demandant le rappel de tel missionnaire. Je crois qu'à un moment, au Mozambique, c'était l'évêque de Beira ; le conflit était porté jusqu'à l'évêque, l'évêque soutenant son clergé et entrant en opposition avec le gouvernement ou les autorités locales. Il y a eu des choses de ce genre qui sont dans les archives.

Voyez-vous peut-être encore quelques remarques à formuler Monsieur l'ambassadeur ou souhaitez-vous étendre un peu le propos ?

Oui. La moralité de tout ça, c'est que le Portugal étant par une suite de série de facteurs que je ne vais pas reprendre, évidemment, très tournés vers le passé, est un pays où on célèbre tous les jours des anniversaires. C'est un pays que j'aimais beaucoup dans le passé et le souvenir de sa grandeur, de son épuisante grandeur, la conquête du monde... ne revenons pas là-dessus. Le Portugal considérait, je citerai un mot du Président de la République qui m'est resté en mémoire : ces territoires que nous avons découverts. Vous me direz que les Américains ont aussi découvert l'Amérique et massacré les Indiens, ce que n'ont pas fait les Portugais. Mais le droit invoqué pour rester était le droit non pas de conquête, de découverte, ce qui plonge encore un siècle avant puisque la découverte, la conquête en est une autre. Évidemment pour un petit pays avec cet immense, on va parler dimension, c'était un immense empire dont le développement ne pouvait pas être assuré par lui seul, c'était un fardeau qui était hors de proportion avec ses moyens, c'était très dur d'accepter cette vue-là. Alors, on se disait, bien oui, il faudra le temps, il faudra 15 ans, il faudra 20 ans. Je me rappelle avoir eu un conflit idéologique. Un jour, à mon retour nous avons eu une réunion des ambassadeurs européens et mon collègue anglais qui m'avait précédé de peu de temps, avait fait son compte rendu, moi j'avais fait le mien et lui disait : "Ben oui ! Tout, l'Angola est le pays le plus riche d'Afrique, cette expérience va réussir, seulement il faudra 25 ans." Et je me bornais à lui répondre : "Peut-être faudra-t-il 25 ans mais le Portugal n'aura pas 25 ans !" C'était hors de question qu'il y ait 25 ans pour régler ce problème en 1970 ! Les Portugais nous disaient, c'est ici que le Portugal prend sa vraie dimension. Alors, entre l'Angola et le Brésil, commençait à monter le rêve d'une société luso-africaine, luso-américaine, luso-brésiliano-africaine, voyez-vous, c'était des chimères.

Au fond, ce n'était pas suivi par une partie de la jeune génération, comme on l'a bien vu par la suite.

Il y avait une combinaison, un mélange bizarre d'intérêt économique des plus concrets et les chimères les plus vaporeuses.

Je crois que vous nous avez, Monsieur l'ambassadeur fourni beaucoup de renseignements tout à fait précieux sur cette période, qui n'est, finalement, pas tellement connu du grand public, je veux dire ce moment de transition entre l'ancien régime et bientôt le nouveau régime.

Ceux qui voudront en savoir plus, peuvent retourner aux dossiers. Au retour de Lisbonne je suis à Paris, j'étais nommé conseiller diplomatique, je ne sais pas si vous savez ce que c'est, en persan, ça se dit *motametodole*⁸. Cela veut dire le confident du chat, c'est-à-dire que ça ne veut rien dire. C'est un poste qui, en Perse, j'ai vu ça dans Gobineau, c'est un poste d'une très haute dignité sans aucune responsabilité et sans fonction réelle ; ça peut être entièrement à vie ou on peut vous donner des missions. Comme conseiller diplomatique, j'ai fait diverses petites

⁸ Orthographe incertaine

choses, conférences sur l'alimentation, pendant quelques temps. Puis en 1974, dans des circonstances que moi je n'ai pas très bien connues, ni vraiment vécu, Monsieur Giscard d'Estaing, Sauvagnargues étant ministre des Affaires étrangères, a décidé de créer le « Dialogue euro-arabe ». Je crois qu'à l'origine, l'inspiration de la chose est française. Je crois le savoir mais je ne connais pas les sources. Alors, on crée le dialogue euro-arabe et on l'annonce au début de notre présidence, juillet 1974.

Il se trouve que nous avons interrogé Monsieur Sauvagnargues, il nous a effectivement parlé de ce vaste projet.

Juillet 1973, non, 1974, évidemment puisque c'était Giscard d'Estaing. Et l'objet, je ne sais pas si Monsieur Sauvagnargues vous a dit les mêmes choses, moi je vois ça comme une entreprise politique mais à contenu économique, essentiellement. D'ailleurs, il y a un dossier énorme là-dessus, je crois qu'il existe encore ce dialogue, c'est une entreprise qui était placée dans le cadre de la coopération politique à neuf. Ce n'est pas une affaire communautaire, c'est-à-dire que l'affaire était menée par les neuf avec le secours, je dirais presque statistique de la commission qui était là comme assistant technique de l'entreprise, mais toute la conduite était extracommunautaire.

Justement, est-ce que la Commission n'a pas eu, avec le temps, tendance à prendre un rôle plus important ? Est-ce qu'elle se considérait un peu comme le secrétariat ?

Ah ! Oui certainement, mais dès l'époque leur tentation était sensible. Je ne dirais pas tellement la tentation des exécutants que les consignes qu'ils avaient reçues de Bruxelles. C'était des gens très convenables et, finalement, ça s'est passé et ils n'ont joué que le rôle que nous pensions qu'ils devaient jouer, il n'y a pas eu de vraies difficultés. Côté français, on crée un comité de coordination à neuf et comme c'était la présidence française, je préside ce comité de coordination et on se réunit à Paris pour fixer les positions, l'idée étant de conduire dans les mois qui suivent, on pensait faire ça en deux mois, une grande conférence à Paris. On avait déjà averti le service des Conférences, à l'échelon des ministres des Affaires étrangères de la partie européenne, les neuf ministres des Affaires étrangères et les représentants de la Ligue arabe, de tous les pays membres, non pas les représentants de la Ligue mais les États membres de la Ligue arabe. L'idée était de tisser des liens économiques, de faciliter la création d'entreprises communes, tout cela dans une perspective politique. Comme je le disais au début, c'était vraiment une affaire dont la finalité était politique. Néanmoins, à l'instigation, sous la pression de Kissinger, des limites étroites avaient été tracées. Pas question de parler du commerce du pétrole, on sortait du choc pétrolier, les Américains avaient fait créer l'Agence internationale de l'énergie et ils craignaient beaucoup que ce dialogue avec les Arabes ne viennent mordre un peu sur leurs plates-bandes et brouiller un peu les affaires. Il y avait donc une sorte d'accord pour ne pas parler du commerce du pétrole, ce qui ne signifiait pas ne pas parler de pétrole (c'est là qu'il y a souvent eu des malentendus), et ne pas parler du règlement du conflit israélo-arabe, c'est ce qui intéressait les Arabes. Ce qui rendait la chose difficile et ce qui a été tout l'intérêt de ces premiers mois pour fixer les positions parce qu'il y avait, d'une part, les Anglais, les Hollandais qui étaient pour un respect très stricte de ce mandat non écrit, de ces limitations non écrites, et nous qui étions beaucoup plus souples.

Puis, curieusement, les Anglais qui étaient peu communautaires, soutenaient les Belges et les Luxembourgeois qui voulaient donner un rôle à la Commission, ce à quoi je m'opposais constamment. Ils voulaient aussi, ils avaient une conception qui était différente de la nôtre, ils que l'Europe parle d'une seule voix. À quoi je répondais : "Nous parlerons d'une seule voix mais de plusieurs bouches." Parce que nous voulions, au fond, pouvoir aller au-delà du minimum communautaire. Là, il y a eu des petits, au cours des mois qui ont suivis, il y a eu de temps en temps des difficultés qui étaient résolues quand je disais à mes partenaires : "Écoutez, je vous dis qu'on ne va pas pouvoir aboutir, c'est une entreprise qui n'aboutira pas, nous allons faire un dialogue franco-arabe, tout seul." Là, les choses rentraient dans l'ordre, on s'entendait très bien et ça n'allait pas trop mal. Mais, nous avons échoué parce que nous avons échoué sur le problème palestinien. Je me suis rendu au Caire comme président de la coordination et pour voir les représentants de la Ligue. Et là, la question des représentants des Palestiniens a été soulevée.

À quelle époque était-ce, Monsieur ?

À la fin de l'été 1974, nous cherchions des accommodements. Alors, on disait : "Vous pouvez prendre des Palestiniens dans une représentation même derrière la présidence parce que c'était conçu comme une conférence qui aurait eu deux coprésidents. Il y a eu des précédents de coprésidence à Genève, par exemple, alors il y aurait un coprésident européen et un coprésident arabe. On disait : "Vous pouvez derrière le coprésident ou la délégation du coprésident ou ailleurs, avoir des Palestiniens. Mais vos Palestiniens ne sont pas membres de la Ligue arabe, ils ne sont qu'observateurs. Alors là, ils peuvent être aussi à la table comme observateurs." Les choses paraissaient pouvoir s'arranger comme ça mais elles ont, en réalité, capoté. Quand je suis rentré du Caire, ça m'avait l'air d'avoir marché peut-être, puis nous avons reçu des nouvelles, ils s'étaient réunis, l'OLP s'était montrée intransigeante et ils voulaient leur siège sur un pied d'égalité, qu'il n'était pas question d'accepter. Toutes les données étaient bouleversées. Alors, à ce moment-là, il est apparu que la Conférence de l'avenue Kléber était très compromise, en tout cas qu'elle n'était pas pour le lendemain. Cependant, on avait beaucoup fait avancer le travail et suscité pas mal de projets. Moi, je m'étais tourné vers l'abandon de cette conférence qui paraissait impossible à tenir pour faire des réunions de comités, uniquement de comités euro-arabes ponctuels.

Mais la conférence elle-même, n'avait pas perdu l'espoir et, dans ce comité, le rôle de la présidence était vraiment très important parce qu'on avait des contacts avec le président de la Ligue arabe. Voyant le moment où rien ne serait réglé avant la fin de notre présidence, j'ai pensé qu'il était de notre intérêt de conserver un doigt dans l'affaire. J'ai donc dit à mon collègue irlandais qu'il aurait de plus grandes difficultés à s'en tirer tout seul, qu'on pourrait peut-être fonctionner, par exemple à trois, lui quand il serait président, serait flanqué de son prédécesseur, qui était moi, et de son successeur, et que ça pourrait s'appeler la troïka. C'est comme ça qu'est née la « troïka », voyez-vous, c'était la première fois. C'est donc nous qui l'avons créée mais pour des raisons parfaitement égoïstes, pour pouvoir tenir la main, enfin pour rester à la direction, rester au volant, en quelque sorte, pendant six mois de plus. Mais comme rien ne s'est réglé dans les six mois de plus, ça n'a pas changé grand-chose.

Fin de l'entretien